

Burundi : Contribution financière du ministre de la Défense aux élections de 2020

PANA, 17 novembre 2017 Le ministre de la Défense contribue pour 1.156 dollars à la caisse des prochaines élections au Burundi Bujumbura, Burundi - Le ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants, Emmanuel Ntahomvukiye (photo), un magistrat civil de formation, a annoncé, vendredi, une contribution personnelle de deux millions de francs burundais, soit un peu plus de 1.156 dollars américains, à l'autofinancement des prochaines élections de 2020 pour soutenir «la paix et la démocratie» au Burundi.

Les autres membres des forces armées burundaises ont été invités par leur chef hiérarchique à en faire de même car ce sont eux qu'on met en avant en cas de conflit. Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza a lancé l'appel à contribution citoyenne aux prochaines élections lors de la commémoration du 55^e anniversaire de l'indépendance nationale, le 1er juillet dernier, et n'avait pas tardé à montrer l'exemple en s'acquittant d'un montant de cinq francs burundais (autour de 2.890 dollars américains). Le vice-président burundais, Gaston Sindimwo, lui a emboîté le pas, en s'acquittant d'une contribution de 2 millions de francs burundais (un peu plus de 1.156 dollars). Le ministre de la Sécurité publique, Alain Guillaume Bunyoni, a aussi déposé un bordereau de versement de 4,5 millions de francs burundais, l'équivalent d'un peu plus de 2.600 dollars américains. Du côté des partis politiques, le leader du Front national de libération (FNL, mouvance présidentielle), Jacques Bigirimana, s'est aussi engagé publiquement à contribuer à hauteur d'un million de francs burundais (près de 600 dollars). "Le temps de compter sur l'extérieur est révolu", motive-t-on du côté du pouvoir qui a pris une mesure «obligatoire pour tous les citoyens» à contribuer à la caisse des prochaines élections, chacun dans les limites de son revenu. Les partenaires techniques et financiers traditionnels ont fermé le robinet depuis la crise autour des présidentielles controversées et émaillées de violences de 2015, ce qui a poussé le pouvoir burundais à prendre les devants pour autofinancer celles à venir. A titre indicatif, les présidentielles de 2015 demandaient autour de 60 millions de dollars américains, selon les prévisions de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Les plans ont été révisés à la baisse, suite au désistement des principaux partenaires techniques et financiers du pays jugeant, "biaisé" le processus électoral de 2015. Du côté de simples citoyens et de l'opposition, l'enthousiasme n'est, par contre, pas de mise, les uns faute de moyens, les autres pour des raisons politiques. Par ailleurs, le vote n'est pas constitutionnellement obligatoire au Burundi, donc aucun ne demande pourquoi la contribution aux élections serait obligatoire ? Quant à l'enjeu, d'autres analystes à Bujumbura pensent qu'en autofinanciant les prochaines élections, le pouvoir burundais n'aura pas de comptes à rendre à la communauté internationale, concernant les résultats des urnes, en 2020.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});